



## **Groupe de travail fédéral « Politiques de santé » élargi**

---

### **Jeudi 30 juin 2022 5ème réunion fédérale sur les services d'urgences en difficulté**

#### **Rapport introductif – Cédric Volait**

Nous sommes dans une situation, dans notre secteur d'activité, comme on n'en a jamais connu. Tout le monde sait que l'hôpital est à l'os aujourd'hui, et qu'à ce stade, on ne voit pas comment on va fonctionner cet été. On est au bord de l'effondrement. Tous les secteurs de notre champ sont dans un état dramatique : les EHPAD, la psychiatrie, l'action sociale, les services d'urgences et tous les autres...

Ce ne sont plus quelques établissements ou quelques villes qui sont touchées, personne n'est épargné, comme en témoigne la fermeture des urgences du CHU de Bordeaux au mois de mai... et la fermeture des urgences du CHU de Grenoble fin juin pour une agglomération de 450 000 personnes.

On a vu ces derniers jours, dans les Deux-Sèvres, un enfant de 4 ans gravement blessé, devant être opéré en urgence, attendre plus de 3h00 avant de trouver une place et 5h00 avant d'être pris en charge.

Dans la région PACA, une patiente hospitalisée à Aubagne ces derniers jours, dans une maternité de niveau 1, avec une grossesse compliquée et devant accoucher d'un grand prématuré dans une maternité de niveau 3, n'avait aucune place de disponible de Montpellier à Nice. Aucune place disponible sur tout le bassin méditerranéen pour un grand prématuré... Il a fallu attendre 3 jours pour qu'elle ait une place... à Lyon. C'est véritable un scandale d'état !!!

On arrive à une situation de chaos quotidien, tellement intenable que cela crée de fortes tensions entre patients et professionnels, ou entre professionnels eux mêmes. Nous voyons des colères qui s'orientent entre tous ceux qui subissent cette situation, mais pas assez contre ceux qui organisent la casse et qui ne répondent pas à nos revendications.

Ce qui s'est passé aux hôpitaux du bassin de Thau ces derniers jours doit nous alerter. Il y a eu des affrontements physiques entre patients pas pris en charge, et des hospitaliers qui avaient reçu l'ordre de ne pas accueillir aux urgences... Et maintenant les personnels sont invités par la Direction à porter plainte contre les patients. Ce chaos est dangereux, pour les soignants, pour les patients, nous l'avons répété. Mais cela va créer partout une ambiance délétère et la division.

La situation se dégrade de semaine en semaine, et nous sommes que fin juin !

Dans ce contexte, il y a des établissements, avec l'accord d'ARS, qui forment des infirmières pour partir en SMUR à la place des médecins. Cela existe dans certains départements comme l'Orne, la Mayenne ou la Vendée.

François Braun Président de SAMU-Urgences de France (également conseiller Santé de Macron pendant la campagne présidentielle) ou le Député Mesnier LREM, qui est le rapporteur des affaires sociales à l'Assemblée Nationale, et qui a instauré le forfait de passage aux urgences, militent pour qu'on généralise ce genre d'organisation.

On a aussi des ARS, comme celle de Nouvelle Aquitaine qui font des affiches pour dire à la population de ne plus venir à l'hôpital et d'appeler le 15 !

Tout ce qu'on dénonçait depuis plusieurs semaines est en train de s'institutionnaliser ! La barrière à l'entrée de l'hôpital est entrain de devenir la règle.

Ils essaient de banaliser le fait que trier des patients serait la seule solution voire serait même une avancée.

Ils l'écrivent et lancent une propagande : "face à l'urgence, ayons les bons réflexes".

Et si je n'ai plus de médecin traitant, je fais comment ?

Campagne qu'ils lancent avec tous leurs complices : FEHAP, FHF, FHP, Ordre national des médecins, Assurance Maladie etc...

Cela va dans le sens de ce qu'ils essaient de mettre dans la tête des gens : qu'à l'hôpital, il n'y a pas un problème de moyens mais un problème d'organisation... Et il faudrait revoir l'organisation complète de l'hôpital avec des tentatives pour normaliser que l'hôpital ne doit plus être en accès libre.

Donc, voilà où mène cette situation de pénurie méthodiquement organisée : à la banalisation d'une situation qu'on a toujours refusé dans nos hôpitaux.

Tout cela dans un contexte où Macron se retrouve aujourd'hui sans majorité à l'Assemblée Nationale, ouvrant une crise sans précédent. Dans ce contexte de fragilisation de l'exécutif, de nombreux exemples sont révélateurs.

Ainsi, par exemple, la démission de Martin Hirsch à l'AP-HP, ce n'est pas rien !

C'est quasiment un ministre bis de la santé. Il a même été plus loin que la politique du ministère de la santé sur toute une série de mesures, en poisson pilote du gouvernement. Il y a un peu un côté : "les rats quittent le navire"...

C'est quand même une claque à Macron avec sa lettre, deux jours avant une élection

majeure. On verra, mais en tous cas, cela participe à la crise qu'il y a au plus haut niveau.

Ensuite, le ministère de la santé est en sursis. Le système hospitalier est un bateau ivre sans tête qui peut s'échouer sur un récif n'importe quand.

Une ministre de la santé, qui à peine arrivée se retrouve sur le départ, s'est immédiatement positionnée pour une continuation de la politique de casse de Véran. Puisque ce qu'elle propose, c'est de se remettre dans une situation de crise comme pendant les vagues Covid :

- Redémarrage des plans blancs
- Avec les heures supplémentaires majorées
- L'appel aux étudiants pour qu'ils prennent de suite leur poste sans prendre de vacances et sans avoir encore leur diplôme
- Et l'appel aux retraités

A partir de là, Macron va tenter, comme l'explique la presse partout, d'associer les organisations syndicales à l'élaboration des réformes, notamment dans le cadre du nouveau Conseil National de la Refondation (CNR). Il devait être constitué mercredi, mais il a été reporté, pour des raisons de crise politique.

C'est pourquoi, il nous faut continuer à dénoncer cette situation dont la dégradation s'accélère, avec en plus maintenant l'aspect "tri des patients" qui est insupportable.

Dans ce cadre là, notre responsabilité, c'est d'abord et avant tout, d'honorer les revendications des professionnels de notre champ, et notamment des revendications qui peuvent se mettre en place immédiatement :

- réintégration des suspendus
- c'est insupportable de voir qu'il y a encore 250 000 contractuels dans la fonction publique hospitalière, il faut les titulariser tout de suite
- la CGT porte aussi une augmentation du point d'indice de 10%. Une réunion a eu lieu mardi 28 juin au ministère sur la question salariale, la CGT Santé était présente (ajouter les informations qu'on aura)
- revalorisation des indemnités pour travail de nuit, week-end, jours fériés...

Ces mesures là peuvent se prendre dans l'heure !

Et puis ensuite il y a bien entendu un plan de formation et de recrutement massif.

Sans réponse à nos revendications, la situation ne va faire qu'empirer !

Répéter, persister sur nos revendications fait bouger les lignes de différentes manière. En ce moment les ARS demandent aux directions d'établissement l'état des contractuels. Donc, tout le monde connaît le problème et tout le monde a les chiffres maintenant.

De plus, c'est très important ce qui s'est passé le 7 juin. Il y a bien entendu la journée elle même avec de nombreux rassemblements intéressants (Oléron, Sarlat,

Manosque, Laval, Grenoble, Toulouse, Rennes, Dreux, Bagnols sur Cèze, Lyon, Paris, Montpellier, Bordeaux, Pontoise, Cherbourg...). Mais, il y a aussi tout le travail important de préparation et toute la couverture médiatique avant, pendant et après. Ainsi que l'affichage CGT de toutes les revendications qui ont été mises sur le devant de la scène.

Cela témoigne que, malgré les difficultés, la résistance est là !

Un autre effet du 7 juin, c'est que la ministre a été obligée d'annoncer des mesures pour l'été alors qu'au départ, Macron et son gouvernement souhaitaient temporiser à l'aide notamment de la "mission Flash" et ne voulaient pas s'exprimer avant la fin des élections. Et ce qu'elle a dit c'est : je continue exactement sur la ligne de Véran. On les a obligé à se dévoiler avant le premier tour des élections Législatives.

Autre effet, suite à la mobilisation, au niveau national, la ministre de la santé qui avait refusé de recevoir la CGT le 7 juin, a finalement accepté de la rencontrer le 9 juin.

Toujours suite à la mobilisation, il y a eu des avancées locales comme à Saint Etienne (recrutements massifs, résorption de l'emploi précaire...) ou à Manosque où le Maire a demandé à rencontrer la CGT suite à la mobilisation alors qu'il était très discret jusqu'alors sur la situation des Urgences.

La tension va être exacerbée cet été dans tous les services de notre champ professionnel. Il faut qu'on se tienne prêt à accompagner les personnels dans les actions diverses et variées qui pourraient émerger. La question du Tous Ensemble va être posée comme jamais à la rentrée, mais elle dépendra aussi de ce qu'on aura réalisé avec les salariés cet été.

Il y a quand même de nombreuses mobilisations, dans notre champ et en dehors, sur des revendications immédiates notamment la question des salaires comme ce fut le cas encore jeudi 23 juin où les personnels des EHPAD D'ORPEA, soutenus par la CGT, étaient en grève.

Le 17 juin, les personnels de l'action étaient mobilisés pour exiger des augmentations de salaire, des embauches massives et des financements à la hauteur des besoins.

C'est le moment de se mobiliser fortement pour mettre la pression sur les directions et les ARS, d'autant plus qu'il y a des élections professionnelles à la fin de l'année. Raison de plus pour les syndicats de démontrer leur utilité, et raison de plus de ne pas laisser la main aux directions.

Nous vous proposons de faire un point sur l'évolution de la situation depuis notre dernière réunion du 30 mai et que nous voyons comment le syndicat peut jouer son rôle, c'est à dire ne rien lâcher sur les revendications, aller chercher les revendications là où elles se décident, auprès de nos directions, auprès de l'ARS mais

également auprès du ministère de la santé et du Président de la République.

Nous avons besoin de continuer d'aller à la rencontre des personnels et de construire avec eux des cahiers revendicatifs locaux.

La question du processus de lutte est un enjeu majeur du moment. Comment on prépare une rentrée percutante ?

Et dans l'immédiat que fait-on ?

Il nous faut continuer à organiser une réponse coordonnée dans l'ensemble de nos syndicats avec :

1) Dans nos établissements, faire des DGI (Danger Grave et Imminent) avec des CHSCT extraordinaires. Et dans ces CHSCT extraordinaires, on conteste systématiquement toutes les mesures de restrictions d'accueil des patients et de dégradation du système.

2) On fait un signalement au procureur de la république de mise en danger de la population (à partir de ces DGI)

3) On envoie des alertes au ministère de la santé

Dans toutes les communications qu'il y aura cet été, c'est important qu'on cible les vrais responsables, ceux qui nous maintiennent dans cette situation de plus en plus intenable.

On pourrait réaliser une alerte, un peu comme on fait un DGI (Danger Grave et Imminent), mais ici adressée au Président de la République et au ministère de la santé. On pourrait avoir une trame, avec une partie commune à tous, puis laisser un espace, afin que chaque syndicat puisse donner un exemple concret de dysfonctionnement local comme la mise en danger des populations ou des personnels. C'est tellement le chaos partout, qu'on a tous des exemples dramatiques à citer (que ce soit dans notre établissement ou notre département). Dans la trame commune on y intégrerait les revendications immédiates.

Ainsi, on pourrait interpeler Macron et le ministère de la santé, avec copie aux ARS, copie aux directions locales et copie à la presse.

On pourrait aussi inonder les boîtes mails des ARS et du ministère de tous les DGI et de tous les évènements indésirables. Il est important de collecter toutes les informations qui permettront, en cas d'actions en justice, qu'on ait des éléments très forts pour pouvoir remonter la chaîne des responsabilités.

4) Il faudrait également qu'on fasse sortir très rapidement un communiqué fédéral

concernant le rapport de la mission Flash qui sera présenté aujourd'hui à la Première Ministre.

Donc, on continue pour les faire reculer et pour les bloquer, et c'est tous ensemble qu'on y arrivera !